



11^{ème} Université d'été du Parti Social Mahorais (PSM)
Les 14, 15 et 16 août 2015
Au port de Longoni
Salle « Le Longoni »

Conclusions :

Atelier 2 : La jeunesse à Mayotte : atout ou faiblesse ?

L'archipel de Mayotte, ce tout jeune département français depuis 2011, qui détient plusieurs richesses mais qui est toujours en chantier.

Notre jeune département français de l'outre-mer connaît beaucoup de retards mais de nombreux projets sont en chantiers pour aligner avec la situation des autres départements. Ces chantiers doivent permettre l'instauration de l'égalité entre les territoires. Parmi ces grands chantiers, on a un volet économique qui est au ralenti mais qui essaye de se faire une place tant bien que mal mais le volet social est beaucoup plus préoccupant.

Nous le disons à chaque fois que la jeunesse est atout pour la France, pour Mayotte. **Mais comment éviter que cette jeunesse ne devienne pas une faiblesse ?**

Une jeunesse est bénéfique pour un pays que si elle est prise en charge par la mise en place de vraies politiques. Il faut accompagner cette jeunesse pour qu'elle soit très productive. Les jeunes Mahorais sont les ambassadeurs du département. Nous l'avons vu aux derniers jeux des îles.

Notre jeunesse représente plus de la moitié de la population mahoraise. Cette jeunesse est l'avenir de notre territoire. Ce sont nos futurs cadres, nos enseignants, nos leaders politiques... mais comme cette richesse n'est pas bien gérée elle devient néfaste. C'est-à-dire qu'à partir du moment où la moitié de la population à moins de 18 ans, au niveau sociaux économique ceci pourrait être un très grand atout car cela équivaut à compétitivité et croissance...

Le social est beaucoup plus préoccupant dans la mesure où le taux de chômage, sur l'archipel de Mayotte, d'après les derniers chiffres de l'INSEE (Institut National des Statistiques et Etudes Economiques) s'élève à plus de 19.5%. Alors, ce chiffre comparé aux autres DOM n'est pas très chaotique à partir du moment où Mayotte n'est pas mauvais élève en la matière. Mais si on veut le comparer au niveau national, où le taux de chômage n'est que de 10% environ, alors on s'en rend compte que oui, Mayotte doit se rattraper et surtout on se doit de trouver des solutions rapides. Un problème n'arrivant jamais seul, parmi ces chômeurs énoncés en haut, «Dans 85 % des cas, les personnes ne font pas de démarche active de recherche d'emploi. Dans le détail, la moitié d'entre elles est découragée et un quart évoquent une situation irrégulière», précise Jamel Mekkaoui, le chef du service régional de l'INSEE Mayotte.

En effet cette jeunesse le plus souvent est source de problèmes : délinquance, l'addiction aux drogues en tout genre (alcool, mangrove, cannabis, chimiques...). Ces jeunes dans cet engrenage sont dits « mineurs isolés » c'est-à-dire des jeunes livrés à eux même sans encadrement, n'étant plus scolarisés et souvent en situation irrégulière (sont environ entre 2000 et 4500 sur l'Ile). Et donc se retrouvent dans une situation de débrouille. Les différentes associations tirent sur la sonnette d'alarme car sans solutions concrètes et immédiates, à terme cela à terme risque de causer bien beaucoup plus de souci qu'à l'heure actuelle.

Alors comment y remédier ? Comment transformer cette jeunesse en atout ? Plusieurs pistes sont à envisager, mais avant tout ceci est un travail d'équipe où beaucoup d'acteurs doivent se relayer pour une meilleure sortie de crise. En effet, il faut se refuser d'attendre tout d'en haut, de l'Etat.

Je salue le travail des associations, des bénévoles déjà sur place qui s'occupent du problème mais il faut que nous prenions compte que la passivité peut s'assimiler à de la complicité. C'est-à-dire que dans un village, un lieu donné tout le monde doit être concerné et se donner les moyens pour recadrer cette richesse en perdition. La dépense publique moyenne par habitant à Mayotte est bien inférieure à celle engagée pour les métropolitains (4 700 € par Mahorais contre 17 300 € par métropolitain – 2013 - IRES), en particulier en matière d'éducation puisque l'Etat y dépense deux fois moins par élève qu'en métropole.

Donc on s'en rend compte à quel point il est impératif de se prendre en main et refuser le tout état-providence.

Bacar Mouta, *conseiller technique du Parti Social Maorais, 11^{ème} Université d'été.*